

L'EUROPE SUR LA VOIE DE LA REPRISE

On peut avoir été pendant onze ans le premier secrétaire du Parti socialiste, on peut avoir vilipendé la finance, la désigner comme « l'adversaire » naturel, on peut avoir promis de taxer les très hauts revenus à 75 %, et souligner, dans le même temps, la formidable énergie de cette Silicon Valley « *Où s'invente le monde de demain* ». Certains s'en offusqueront, les autres en souriront peut-être. Bien sûr, diront les premiers, l'Amérique *peine* sous pression de l'heure, soumise à la course absurde du monde, incapable de saisir la délicatesse et la profondeur des pensées improductives. Il y a donc mille raisons d'abhorrer ce pays arrogant, dominateur, et dépourvu de ce *frisson de l'inutile*, mille raisons aussi de condamner cette opération séduction d'un Président français, socialiste de surcroît. Dico per dire... car ces « gardiens » du dogme oublient que le Chef de l'État assume, plus que jamais, une ligne pragmatique, sociale-démocrate, assez étrangère à cette « philosophie » du siècle précédent, qui longtemps tyrannisa les esprits les mieux faits. En vérité, François Hollande est loin d'être insensible à ce pays dans lequel le désir de créer reste incandescent, l'initiative en excitation perpétuelle. Tous les obstacles qui, naturellement, se dressent sur la route des bâtisseurs semblent là-bas d'insignifiants reliefs. Comment n'aurait-il pas été captivé par un continent qui valorise l'échec autant que le succès, parce que le premier est souvent le rite de passage obligé pour le second ? Nous parlons bien d'un pays qui invente, s'impose, capable à chaque instant d'engendrer un tourbillon qui nous entraîne, et nous soumet. C'est bien cette puissante volonté qu'il faut inoculer à l'Ancien Monde, et songer à ces paroles prophétiques de l'Italien Vico : « L'homme est son propre Prométhée. » C'est dire que la raison nous commande, à nous autres Français, non point de dénoncer cette puissance, mais d'en comprendre les ressorts intimes et de l'imiter dans ce qu'elle a de meilleur, cet effort secret contre soi-même, qui façonne et modifie celui qui l'exerce. Les dirigeants de Google, de Facebook et de Twitter ont sans doute apprécié la sonorité de certains mots – « *esprit d'initiative* », « *pacte de responsabilité* », « *innovation* », « *écosystème favorable aux entreprises* » – et songé que l'Europe pouvait, encore, avoir le désir d'un nouveau destin.

⁽¹⁾ Cyril Titeux, Président du Gausсен-Cilag

⁽²⁾ Les investissements directs étrangers en France ont chuté de 77 % en 2013.

I - LES EFFORTS PAYENT !

Pour autant, il ne s'agit pour l'heure que d'un sentiment fugace, car pour de nombreux Américains, la France, dégoutée par un trop longue histoire, a peut-être abandonné l'idée même de destin. Au reste, l'enquête réalisée par la chambre de commerce américaine, réalisée en octobre 2013, est fort claire : 68 % des compagnies opérants en France ne recommanderaient pas notre pays à une compagnie américaine voulant s'établir à l'étranger. Pour espérer « réenchanter » les investisseurs, les médicaments sont connus : améliorer notre compétitivité et la rentabilité dans un certain nombre de secteurs, alléger le coût du travail, notamment par rapport à l'Allemagne, et réduire le taux nominal de l'impôt sur les sociétés, parmi les plus élevés d'Europe. C'est bien pourquoi nombre de décideurs ont bien du mal à convaincre leur maison-mère d'investir en France. « *Nous ne sommes pas en compétition avec l'Inde ou la Chine, mais avec nos voisins – Suisse, Allemagne ou Royaume-Uni – qui ont su créer un environnement plus lisible et plus stable* ». ⁽¹⁾ Et les derniers chiffres connus ⁽²⁾, qui raviront les « *déclinologues* », sont assez inquiétants pour notre cher et vieux pays, alors même que l'Union est bien placée, confirmant que le Vieux Continent est enfin sur la voie de la reprise.

L'occasion de rappeler que plusieurs voyants sont passés au vert « tendre ». Le nombre de chômeurs a diminué de 162 000 dans l'Union, et de 129 000 dans la zone euro au cours du dernier mois. Mieux, les pays sous assistance financière, qui ont entrepris de courageuses politiques, connaissent d'appréciables résultats : en Espagne, le taux de chômage a baissé à 25,8 % contre 26,1 % en novembre ; en Irlande, après un pic de 15,1 %, le chômage est tombé en un an de 14 à 12 % ; quant au Portugal il a gagné deux points passant de 17,3 % à 15,4 % ! Résultats encourageants donc qui devraient inciter le plus grand nombre à suivre les mêmes voies, certes arides, des réformes structurelles. L'économie italienne est sortie de la récession après neuf trimestres de croissance négative, l'Espagne enregistre une hausse de son PIB, témoignant de son regain de compétitivité et le Portugal semble en passe de récupérer la confiance

des marchés. Bref, la reprise graduelle en Europe est bien en route, et la divergence entre le Nord et le Sud qui paraissait s'installer comme une nouvelle donnée structurelle, s'estompe. Le temps, peut-être, de relancer cette belle idée d'Union et de « politiser » le débat. Nul doute que la France et l'Allemagne ont une immense responsabilité commune afin d'identifier les insuffisances politiques et la suffisance bureaucratique d'une commission qui veut, comme le souligne la CDU, « réguler les récipients à huile dans les restaurants et les parasols dans les cafés ». Dans les dossiers de l'énergie, de la défense ou de la convergence fiscale et sociale, il faut à l'évidence aller bien au-delà des *agendas de rapprochement* pour aboutir à un véritable *pacte fédéral* de nature à convaincre l'opinion que l'Union présente la meilleure garantie contre les incertitudes du siècle. L'idée d'harmoniser l'impôt sur les sociétés entre les deux pays avait d'ailleurs été lancée par Madame Merkel et l'ancien Président, Nicolas Sarkozy. Publié en 2012, un « livre vert » est depuis resté dans limbes. Ne serait-il pas temps de le ressortir des cartons ?

II – IL FAUT OSER !

L'interrogation est d'autant plus forte que le panorama d'ensemble de l'Hexagone est contrasté. Ne boudons pas notre plaisir, la croissance du PIB s'est élevée à 0,3 % l'an passé, un chiffre légèrement supérieur aux attentes de l'Insee et du gouvernement. C'est dire, qu'en dépit des zones d'ombre et du manque de visibilité, les acteurs économiques ont « retroussé » leurs manches, investi plus qu'avant, et rallumé le moteur des exportations. Et la croissance devrait se fortifier cette année pour atteindre 1,7 % en 2015, stimulée par la demande extérieure et la confiance retrouvée des entreprises.

Pour autant, de nombreux voyants restent « rouges », soulignant que notre pays va devoir faire preuve d'un grand talent et d'un réel courage pour affronter le mur de la dépense publique et l'irrésistible progression de la dette. À cet égard, nous devrions écouter davantage les mises en garde qui nous sont poliment adressées. Au demeurant, elles disent toutes à peu près la même chose. S'agit-il de l'Agence de notation Américaine Moody's ? La note souveraine – Aa1 – reste certes inchangée, mais il ne faut pas être grand clerc pour deviner que l'Agence doute de la mise en œuvre et de l'efficacité du pacte de responsabilité. D'une façon plus générale, Moody's pointe la baisse continue de la compétitivité française, et le risque d'un nouvel affaiblissement de la solidité financière de notre pays. La persistance de rigidités, notamment sur le marché du travail, n'arrangerait rien à la situation d'ensemble. S'agit-il de la Cour des comptes ? La vénérable institution, et c'est une litote, s'impatiente. Bien sûr, des efforts inédits ont

été engagés, mais la prévision – 50 milliards d'euros entre 2015 et 2017 – ne conduira pas à réduire la dépense mais à en limiter la progression ! Il faut donc, dit-elle, s'interroger sur l'efficacité de la gestion publique sans dépenser plus. Quant à l'État, il doit montrer l'exemple en acceptant de réduire son périmètre et ses missions. C'est donc avec raison, et non sans courage, que Didier Migaud, le premier président de la Cour, affirme « *qu'il faut maîtriser la masse salariale et la baisse d'effectifs est un moyen d'y parvenir* ». S'agit-il de la Commission qui craint, s'agissant des déficits, un dérapage persistant ? En 2013, nous sommes au-dessus de 4 % du PIB au lieu des 3,9 % convenus avec Bruxelles, en dépit du délai déjà accordé en mai 2013. De façon légitime, l'Allemagne, tantôt vigilante, tantôt agacée, rappelle les objectifs fixés par le pacte de stabilité et de croissance. Quant à la dette, elle devrait encore grimper à 97,3 % du PIB en 2015. L'occasion de rappeler que les chiffres donnent le tournis : elle représentait, fin 2007, 64,2 % du PIB et s'élevait à 1 211,6 milliards d'euros. Aujourd'hui, elle culmine à 1 900,8 milliards, et représente, mutatis mutandis, une charge de 73 000 € par personne ayant un emploi. Encore faut-il souligner que nous continuons à bénéficier de conditions de financement exceptionnelles dont personne ne sait avec certitude combien de temps elles pourront durer. Or, une remontée des taux, qui serait cataclysmique pour l'Hexagone, ne peut être sérieusement balayée d'un revers de la main... qui nous gouverne.

Il n'y a pas, donc, d'autre choix, et chacun à sa manière nous le dit, que de réduire nos dépenses publiques, préalable à la diminution des déficits et de la dette. Pas d'autre choix que d'alléger les structures de l'État, son organisation, le nombre de ses fonctionnaires, ses opérateurs et leurs personnels. Ne l'oublions pas, une véritable course à la compétitivité s'est ouverte en Europe et chacun de nos partenaires fait feu de tout bois pour alléger les charges des entreprises, prendre des parts de marché et favoriser l'emploi. Ce n'est pas le fait du hasard si, à peine arrivé au pouvoir en Italie, Matteo Renzi s'est dit prêt à une « *réduction à deux chiffres* » de la pression fiscale, avec des mesures sérieuses, irréversibles, assurant des résultats immédiats dès 2014. Bref, il faut oser, inventer un nouveau modèle et en finir avec l'envolée de ces multiples rentes, sanctuarisées une fois accordées. Les règles spécifiques, relatives à l'indemnisation des intermittents du spectacle, constituent, à cet égard, un exemple particulièrement révélateur. L'efficacité de la dépense – un mot souvent inconnu – doit pouvoir être régulièrement mesurée, ainsi que le degré de responsabilité des acteurs publics. Nous sommes désormais au pied du mur. Pourquoi ne pas augmenter le temps de travail dans la fonction publique : 39 h payées 37, par exemple. En l'augmentant de 10 %, une baisse des effectifs devient possible, et l'accord permettrait de redonner, avec une partie des économies dégagées, du pouvoir d'achat aux fonctionnaires. Une piste... parmi tant d'autres.

**Union des Industries
et Métiers
de la Métallurgie**

56 avenue Wagram
75 854 Paris cedex 17
<http://www.uimm.fr>
e-mail: uimm@uimm.fr